

L'INSURRECTION MALGACHE DE 1947

ESSAI D'INTERPRETATION

HISTORIQUE ⁽¹⁾

de Jacques TRONCHON

Compte rendu présenté par

Lucile RABEARIMANANA

La thèse de Jacques Tronchon, préparée sous la direction de Monsieur le Professeur Pierre Sorlin, fut soutenue à l'Université de Paris VIII (Vincennes) le 29 septembre 1973. Intitulée « L'Insurrection Malgache de 1947, Essai d'Interprétation Historique », elle réveille un des épisodes les plus marquants et les plus brûlants aussi de l'histoire du nationalisme malgache.

L'auteur s'est proposé non seulement de relater les événements, c'est-à-dire l'insurrection proprement dite dans ses phases diverses et les circonstances dans lesquelles celle-ci a éclaté, mais encore d'interpréter ce vaste mouvement nationaliste qui secoua plus d'une région de Madagascar, et d'en discerner les mobiles. S'agit-il d'un soulèvement paysan, d'un simple mouvement de contestation ou d'un véritable mouvement d'indépendance ? Quelle est la part de responsabilité du MDRM (2) en tant que parti politique en général et des députés Raseta, Ravoahangy et Rabemananjara en particulier, dans l'organisation et le déclenchement de cette insurrection ?

Autant de questions auxquelles il est difficile de répondre, d'autant plus que les archives publiques ne peuvent encore être consultées pour cette période

(1) Paris-François Maspero. Collection Textes à l'appui, 1974, 399 p. Nous n'avons eu en main que l'édition multigraphiée de 1973. C'est à cette dernière que renvoient nos références.

(2) Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache fondé en février 1946, parti nationaliste implanté dans la plupart des régions de Madagascar.

« trop proche » (3) et que l'auteur s'est parfois heurté à une certaine méfiance, à des réticences de la part des acteurs ou des témoins de cette insurrection, tous encore profondément impressionnés par la répression. Cependant la thèse a été bâtie, solidement, sur des archives privées, sur un grand nombre d'interviews (cent cinquante environ), que l'auteur a classées, analysées et rapportées en Annexe (4), sur le dépouillement de la presse en langue malgache et française parue aussi bien à Madagascar qu'à l'étranger, une presse tant contemporaine de l'insurrection que plus récente. La patience de l'auteur, la lucidité avec laquelle il a mené à bien cet important travail lui ont permis de montrer l'insurrection de 1947 sous une optique nouvelle, à notre sens, particulièrement digne d'intérêt.

Le plan de cette thèse montre bien « le souci de l'auteur de centrer tout l'étude sur l'insurrection » (5). La première partie : *Naissance et mort d'une insurrection*, brosse les lignes essentielles des événements en décrivant d'abord, dans un premier chapitre, la situation politique, économique et sociale engendrée par la guerre et la participation de la Grande Ile à celle-ci, montrant ainsi à quel point l'insurrection trouve ses racines profondes dans l'exploitation coloniale. Apparaît bien, en outre, le climat de tension qui persiste dans maintes régions de l'île entre l'occupant et les membres du PADESM (6) d'une part, les militants du MDRM d'autre part, surtout pendant les périodes électorales. Les rumeurs d'une insurrection ne cessaient de circuler, les autorités françaises étaient au courant de tout, mais il semblerait qu'elles ne se soient pas inquiétées outre mesure. Puis l'auteur décrit l'insurrection elle-même : les événements de Manakara, de Moramanga, les tentatives de soulèvement avortées à Diégo-Suarez, à Fianarantsoa, à Tananarive. L'insurrection gagne cependant du terrain, en particulier dans les régions environnant la falaise orientale (vallées du Mangoro et du Faraony) contrôlées par les insurgés. Mais leur situation devient bientôt intenable, les troupes françaises menant activement leurs opérations pour regagner le terrain perdu... elles sont renforcées par des bataillons sénégalais et nord-africains, par des éléments blindés... qui arrivent dès juillet 1947 - Nombreux sont parmi les insurgés ceux qui continuent la lutte par la guérilla, mais leur calvaire est tel que beaucoup meurent en forêt, sont tués ou faits prisonniers par les troupes françaises ou bien se rendent. En décembre 1948, on peut considérer l'insurrection comme anéantie.

(3) Mais dans l'introduction de la thèse (p. I), l'auteur se demande si c'est l'unique raison.

(4) Annexe 1. Interviews p. I/1 à I/29.

(5) Introduction p V.

(6) *Padesm* : Parti des Dëshérités de Madagascar, qui bénéficie du soutien de l'administration coloniale.

La répression sévit dès le lendemain. Elle est décrite dans le chapitre III de cette même partie, répression qui se manifeste en premier lieu par l'arrestation des militants MDRM. Ceux-ci connaissent alors des conditions de détention particulièrement atroces, dans des prisons trop exigües, exposés à toutes sortes de mauvais traitements, subissant des tortures au cours des interrogatoires. Les enquêtes menées à la hâte et d'une manière arbitraire tendent toutes à prouver la culpabilité du MDRM dans cette insurrection, malgré la fragilité de l'argumentation.

Les autorités coloniales pensent ainsi que ces insurgés ont obéi aux ordres des députés malgaches, lesquels pour cause de « flagrant délit continu » (7) sont arrêtés malgré l'immunité parlementaire dont ils jouissent. Puis c'est le parti MDRM lui-même qui est dissout, le 10 mai 1947. Les membres du PDM (8) eux aussi, accusés de complicité avec le MDRM, sont jetés en prison. Quant aux Français « de gauche », ils sont expulsés ou mis à l'écart. A partir de 1948, plusieurs Cours d'Assises s'ouvrent dans toute l'Ile pour juger les accusés, le procès le plus retentissant étant celui qui commença le 22 juillet 1948, plus connu sous l'appellation de « Procès des Parlementaires ». Ce procès se termina par des condamnations à mort (dont deux à l'encontre de députés). Mais le nombre réel des victimes est impressionnant : « plus de 100 000 morts » (9). Les insurgés ont certes commis des atrocités contre les colons français, des membres du PADESM et des fonctionnaires de l'administration coloniale. Mais la répression fut non moins horrible. Elle s'abattit aussi bien sur les populations civiles que sur les insurgés : « prisonniers chargés en avion et lâchés vivants au-dessus de certains villages passés à l'insurrection » (10), prisonniers exécutés sans jugement puis brûlés, villages incendiés et rasés. C'est ainsi que Moramanga est mise à sac et incendiée dès le lendemain du déclenchement de l'insurrection. Et l'auteur de terminer la première partie de la thèse en ces termes : « Des actes odieux ont été commis de part et d'autre, avec des hécatombes plus impressionnantes à mettre au compte des forces françaises, étant donné surtout la puissance de feu de leur armement » (11).

La deuxième partie de la thèse : *Autopsie d'une Insurrection*, expose les différentes interprétations et explications du mouvement avant d'insister sur celles de l'auteur. Les « explications premières », selon le titre du chapitre V, passent en revue les thèses traditionnelles avancées sur les mobiles de l'insurrection. Cette dernière était-elle le fruit d'un complot des parlementaires, du

(7) ch. III, p. 33.

(8) Parti Démocratique de Madagascar, fondé en 1946, surtout implanté parmi la bourgeoisie tananarivienne.

(9) Pour le détail, voir ch. IV, p. 45 à 47.

(10) Ch. IY, p. 53.

(11) Ch. IV, p. 54.

MDRM et des Hova » (12), comme l'ont affirmé l'administration coloniale et les colons français ?

L'auteur cherche d'abord ce qui, dans la situation politique d'alors, aurait pu confirmer cette interprétation des faits : certes, les noms des parlementaires étaient sur les lèvres de tous les insurgés. Il est vrai aussi que ce sont les responsables des sections locales du MDRM qui ont fourni les premiers cadres de l'insurrection. Cependant le syllogisme suivant : le MDRM a fomenté l'insurrection, or le MDRM est un parti merina, donc les Merina ont fomenté l'insurrection, est infirmé par les faits : d'abord les dépositions des militants MDRM reconnaissant la responsabilité immédiate du Bureau politique du MDRM dans la préparation de l'insurrection ont été obtenues sous la torture et rétractées par la suite. Sur ce point, la position de l'état-major du MDRM n'a jamais varié. Celui-ci a toujours nié sa responsabilité dans les événements et désapprouve l'Insurrection. Quant à soutenir que cette dernière fut l'œuvre des « Hova », l'auteur rappelle d'abord la thèse maintes fois soutenue par l'occupant selon laquelle « il existe à Madagascar une multitude de races antagonistes auxquelles les Hova, anciens colonisateurs de l'Ile, d'origine malaise ont imposé une hégémonie implacable tout au long du XIXe siècle » (13). Or la réalité est tout autre ; selon l'auteur, force est de constater que d'une part « la caste hova » s'est toujours empressée de témoigner sa loyauté envers l'occupant, que ce soit au lendemain de la conquête coloniale de pendant et après la seconde guerre, son désir d'indépendance n'étant pas accompagné de francophilie. D'autre part, l'équation Hova = MDRM n'est pas exacte : les sections MDRM ont fleuri dans toutes les régions et parmi toutes les couches de la société malgache. Enfin, si certains leaders du MDRM sont originaires de Tananarive, ni Jacques Rabemananjara, ni Rahevivo Ramamonjy ne le sont. En outre, les parlementaires n'avaient pas intérêt à pousser les militants de leur parti vers une action violente. Ils n'en avaient pas non plus l'intention, le but étant pour eux de s'adapter aux nouvelles structures politiques et administratives proposées par la France, et d'en occuper les places. Ils furent, à cause de ce revirement de leur attitude vis-à-vis de la revendication d'indépendance, débordés sur leur gauche par une partie des militants décidés à l'emploi de la force contre l'occupant. Non, d'après l'auteur, le MDRM en tant que parti politique ne peut être tenu comme responsable, direct du moins, de l'insurrection.

Mais alors, qui a organisé, déclenché et dirigé l'Insurrection ? L'espoir du peuple malgache après la seconde guerre mondiale était que la France lui serait reconnaissante du dévouement montré et de l'aide fournie pendant le conflit. Et le contexte international d'alors, comme la formation du CNR en France, encourageait cet espoir. Mais avant la fin de la guerre, des réseaux clandestins, le PANAMA et la JINA, créés respectivement en 1941 et en 1943 par Lucien Andriamiseza, Edmond Ravelonahina et Monja Jaona, s'étaient proposés de

(12) Le terme, qui désigne exactement les clans roturiers du Centre est pris ici dans son sens large, synonyme de Merina.

(13) Ch. V, p. 61.

former idéologiquement et militairement les Malgaches à lutter pour l'indépendance. En 1946, ils étaient étroitement liés au MDRM, des membres de ce parti étant aussi affiliés aux réseaux clandestins. Les militants du PANAMA et de la JINA pensaient alors que le MDRM pourrait parvenir au but qu'ils s'étaient fixé : acquérir l'indépendance. Mais à partir du moment où ils furent persuadés que le MDRM ne pourrait obtenir le résultat escompté, ils reprirent leurs activités en préparant le soulèvement, sous la direction de Samuel Rakotondrabe. Cependant, selon l'auteur, même si la préparation et le déclenchement de l'insurrection sont à mettre au compte des membres des « sociétés secrètes », il est indéniable que les leaders du MDRM étaient au courant des préparatifs mais qu'ils ont fermé les yeux (le télégramme du 27 mars mis à part), pour diverses raisons. Par conséquent, la thèse d'un complot des parlementaires, des « Hova » et du MDRM ne peut être retenue comme explication première de l'insurrection. C'est ce qui ressort de l'analyse du chapitre V.

L'insurrection fut-elle le résultat de provocations coloniales pour mater le mouvement national et son principal représentant, le MDRM, comme l'ont soutenu les parlementaires et le Comité Franco-Malgache ? Ils ont accusé aussi bien l'administration coloniale et les colons français que le PADESM et les « sociétés secrètes ». Le PADESM traité en « enfant du Royaume », selon l'expression de l'auteur, par l'administration coloniale s'employait à flétrir le MDRM, à en maltraiter les militants et à multiplier les gages de fidélité envers l'occupant (14). Cependant, le fait qu'il ait été pris au dépourvu et sans moyens de défense au lendemain du 29 mars donnerait plutôt à penser qu'il fut « victime de ceux, administrateurs et colons, qui le manipulaient » (15). Et l'administration coloniale a-t-elle organisé le mouvement contre le MDRM ? Certains indices ne manqueraient pas de confirmer cette hypothèse : pourtant sauf à Manakara et à Moramanga, les troupes françaises ont réussi à désamorcer l'insurrection. Un des chefs « insurgés », Edmond Ravelonahina, est suspecté d'être à la solde de l'occupant. Et effectivement, celui-ci était au courant de l'insurrection avant même qu'elle n'éclate. En outre, lors du procès, il semble que l'occupant cherchait moins à trouver les vrais responsables qu'à s'acharner sur le MDRM. Cependant, l'administration coloniale, elle aussi, fut quelque peu surprise le 29 mars ; elle se trouva dans l'impossibilité matérielle de mater rapidement le mouvement et dut demander des renforts. Non, l'auteur pense que, le 29 mars 1947, les Malgaches qui se sont insurgés n'ont pas été poussés par des provocateurs, il y a bien eu une volonté d'insurrection d'une partie des Malgaches.

Mais alors, pourquoi ces derniers se sont-ils insurgés ? L'auteur distingue des causes immédiates et des causes profondes. Il range parmi les premières les conséquences de la participation de Madagascar à la guerre, non seulement par l'envoi de soldats mais surtout par la fourniture de vivres et de matériel, ce qui supposait le renforcement du régime de l'indigénat, la multiplication des

(14) Cf. texte ch. V, p. 74.

(15) Ch. V, p. 75.

réquisitions et des prestations, tout cela n'étant possible que par l'accentuation du système oppressif. Quant aux causes profondes de l'insurrection, elles ont trait à la conjoncture internationale : la France n'est plus invincible aux yeux des Malgaches. L'ONU apparaît comme la libératrice des peuples faibles. En outre, à Madagascar même, l'après-guerre retrouve l'assouplissement relatif du régime colonial des années 1936, ce qui permet l'épanouissement d'une certaine vie politique, d'autant plus que certains Malgaches peuvent participer à des élections. Ainsi, pendant et après la guerre, naît et se développe le sentiment patriotique des Malgaches. Dans ce contexte, le MDRM apparaît comme l'incarnation de ce désir d'indépendance, et les députés bénéficient de la « vénération des masses », cependant qu'ils n'ont plus aucun ascendant sur une fraction du parti et sur les « sociétés secrètes », décidées à obtenir l'indépendance par les armes.

Effectivement, cette volonté d'indépendance se manifeste chez de nombreux Malgaches : Lucien Andriamizeza, créateur du PANAMA déclarait que son but était de « promouvoir la restauration de la souveraineté de l'Etat malgache supprimée en 1896 » (16). La presse MDRM lance le slogan d'une journée de deuil national, pour marquer le cinquantenaire de l'annexion de Madagascar au domaine colonial français. En outre, les consignes données aux insurgés vont dans le même sens : ne prendre comme victimes que les Français (les administrateurs, les colons et les militaires) et les Malgaches accusés de collaboration. Partout où elle réussit, l'insurrection proclame aussitôt l'indépendance. Les insurgés avaient donc comme but suprême la restauration de l'indépendance. Cependant, l'insurrection apparaît aussi comme un mouvement de contestation : contestation des classes pauvres de la société coloniale : paysans, artisans, petits fonctionnaires, devant l'approfondissement du fossé les séparant des « notables ». Il y a en outre, l'antagonisme entre « une minorité occidentalisée, citadine et une masse rurale attachée aux coutumes ancestrales » (17).

Telles sont, succinctement présentées, les grandes lignes de cette thèse qui éclaire de nombreux aspects encore obscurs de l'insurrection de 1947. Il est indéniable en effet que la contribution apportée par cette thèse de Jacques Tronchon à l'histoire de l'insurrection est de taille : observés avec un certain recul et selon l'optique de l'acteur, c'est-à-dire de l'insurgé et du peuple malgache, les événements ont pu être étudiés en profondeur, d'une manière scientifique et en l'absence de toute intention autre que celle de cerner les vrais problèmes. La thèse nous apporte aussi une interprétation nouvelle et combien intéressante des faits : l'insurrection n'est pas due à un complot du MDRM, des parlementaires et des Hova ; elle n'est pas non plus le résultat des provocations de l'administration, des colons et du PADESM. Elle est essentiellement l'expression des sentiments patriotiques du peuple malgache et de sa volonté de recouvrer une indépendance effacée par les colonisateurs en 1896.

(16) Ch. VII, p. 118.

(17) Ch. VII, p. 136.